



IDÉES
La catastrophe se poursuit
en Afghanistan
Page B 5



ÉTATS-UNIS
Le mouvement «Occupons
Wall Street» prend de l'ampleur
Page B 2

PERSPECTIVES



Dalton McGuinty, jeudi soir, entouré des membres de sa famille

CHRIS WATTIE REUTERS

ÉLECTIONS EN ONTARIO

La stabilité avant tout

Contre toute attente, le premier ministre sortant a réussi à mettre en échec Tim Hudak

Il y a quelques mois à peine, personne n'aurait donné la moindre chance à Dalton McGuinty d'accomplir ce qu'il a accompli jeudi soir: aller chercher un troisième mandat à Queen's Park. Mais le mandat minoritaire obtenu ne facilitera pas la tâche du chef libéral.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

En anglais, l'expression dit qu'il vaut mieux choisir le diable qu'on connaît plutôt que celui qu'on ne connaît pas. Et c'est l'analogie qui est venue en tête de plusieurs observateurs pour décrire l'étonnante victoire de Dalton McGuinty aux élections provinciales ontariennes.

Certains l'ont exprimée plus subtilement que d'autres. Le *Toronto Sun* a quant à lui choisi de titrer «Nous avons un gouvernement libéral minoritaire: bienvenue en enfer», le tout écrit en lettres capitales enflammées — littéralement.

«La situation économique de plus en plus inquiétante a incité beaucoup de gens à choisir le statu quo»

conservateurs de Tim Hudak, et la cote de popularité de Dalton McGuinty était au plus bas. Un sondage Angus Reid publié par le *Toronto Star* au mois de juin indiquait qu'il était le premier ministre provincial le moins populaire au Canada (19 % d'appui)... à part celui de Jean Charest, alors situé à 17 %.

Au départ de la campagne électorale, la question n'était donc pas tant de savoir si les conservateurs allaient l'emporter, mais plutôt par quelle marge. Pour Tim Hudak, la défaite est donc cinglante, malgré la progression du vote conservateur (de 25 sièges à 37).

Que s'est-il passé pour expliquer un tel revirement, alors que tout indiquait que les Ontariens



Tim Hudak, jeudi soir, peu après l'annonce de sa défaite.

MIKE CASSESE REUTERS

étaient las de Dalton McGuinty? Dans le lot de réponses, il y a l'image du diable.

«Je crois que la situation économique de plus en plus inquiétante a incité beaucoup de gens à choisir le statu quo, en définitive», dit le politologue Luc Turgeon, de l'Université d'Ottawa. «C'a complètement renversé l'élan qu'avaient les conservateurs. Et en temps de crise, si on choisit le diable qu'on connaît, ça veut dire voter pour M. McGuinty plutôt que de prendre le risque de donner les rênes de la province à un chef néophyte comme Tim Hudak.»

«Il y a effectivement une certaine fatigue envers Dalton McGuinty», ajoute le politologue Brian Tanguay, de l'Université Wilfrid-Laurier. «Une bonne partie de l'électorat demeure sceptique face à lui [37,6 % d'appuis], mais son discours rassurant sur le besoin de stabilité dans une situation économique difficile a porté.» Il n'a toutefois pas soulevé les passions: le taux de participation a atteint un creux historique à 49,2 %.

Ce besoin de stabilité a aussi prévalu dans les deux autres élections provinciales tenues cette semaine, alors que les libéraux ont été reconduits au pouvoir à l'Île-du-Prince-Édouard et les néodémocrates, au Manitoba.

Tim Hudak ne doit toutefois pas sa défaite qu'à un coup du sort circonstanciel. Sa campagne fut

mauvaise, dit-on: il a commis quelques gaffes majeures et n'a pas trouvé le bon ton — essentiellement négatif dans son cas — pour convaincre les électeurs qu'il pourrait être une solution de remplacement aux libéraux au pouvoir depuis 2003.

«Il s'est attardé à des enjeux mineurs, analyse Luc Turgeon. Son discours a beaucoup été axé sur la question des taxes, et il n'a au final que peu parlé d'emploi et des problèmes économiques de la province. À mon sens, sa plateforme était un peu ridicule, et les gens l'ont compris: il promettait à la fois de réduire les impôts et d'investir massivement dans plusieurs secteurs (notamment la santé) tout en maintenant la plupart des programmes libéraux et en luttant contre le déficit. Il y avait trop de promesses pour l'argent disponible, ça manquait de crédibilité; il a été incapable de proposer un message cohérent.»

Brian Tanguay estime que M. Hudak a commis en début de campagne un faux pas majeur dont il ne s'est pas relevé par la suite: «En s'attaquant aux travailleurs immigrants qualifiés, il a voulu adopter une approche à la républicaine. Mais c'était divisif et agressif, et ça n'a pas passé.»

Autre facteur ayant joué contre lui: la crainte qu'un trio conservateur — Rob Ford à Toronto, Tim Hudak à Queen's Park et Stephen Harper à Ottawa — ne soit trop de pouvoir à droite. Cet été, M. Harper a participé à un barbecue aux côtés du maire Ford. Il avait alors indiqué: «Nous avons commencé à nettoyer le bordel de la gauche à Ottawa. Rob le fait au municipal et nous devons maintenant terminer le tour du chapeau et le faire au niveau provincial aussi», rapportait le *Globe and Mail*.

Or l'Ontario a souvent eu le réflexe de ne pas placer ses œufs dans le même panier idéologique, et la soirée de jeudi n'a pas fait mentir cette réputation. «C'est une tradition qui a sans doute influencé le vote de plusieurs Ontariens pour le diriger vers M. McGuinty», pense M. Turgeon.

Divisions et défis

Un coup d'œil à la nouvelle carte électorale ontarienne montre aujourd'hui une province divisée. Les libéraux ont trouvé la quasi-totalité de leurs appuis dans la région de Toronto (et à Ottawa), alors que les conservateurs ont fait le plein de sièges en région. Ils n'ont pas été capables de percer le marché torontois qui a permis aux conservateurs fédéraux d'obtenir la majorité recherchée lors du scrutin du mois de mai.

VOIR PAGE B 3: STABILITÉ

Placement dans la construction

Charest en mode attaque

Alors que la collusion et la corruption dont se rendraient coupables les patrons de l'industrie de la construction occupent les esprits, le gouvernement Charest vient de braquer les projecteurs sur les simples travailleurs avec le dépôt du projet de loi 33 qui met fin au placement syndical de la main-d'œuvre. L'intimidation et la discrimination n'ont plus leur place sur les chantiers, et le placement de travailleurs par les syndicats est une des sources du problème, a soutenu la ministre du Travail, Lise Thériault.

ROBERT DUTRISAC

Il est assez commode pour le gouvernement Charest qu'on parle un peu moins de la fraude et de la collusion dont sont responsables les entrepreneurs et les firmes de génie-conseil dans l'industrie de la construction. Par les temps qui courent, Jean Charest, même de l'autre côté de l'Atlantique, est obligé d'en parler alors qu'il aurait trouvé beaucoup plus inspirant de discourir sur son «merveilleux» Plan Nord devant ses hôtes français. Selon lui, «il y a des signaux encourageants sur la pédagogie faite au Québec sur la question des commissions d'enquête», a-t-il déclaré à Paris. Ainsi, la pédagogie dont aurait fait preuve le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, ces derniers jours, aurait permis à l'opinion publique d'enfin faire la distinction entre des enquêtes policières, une commission d'enquête publique, une commission d'enquête à huis clos ou pas de commission du tout.

Le gouvernement avait déjà annoncé ses intentions au printemps

Le message lancé jeudi par le premier ministre, c'était: ne vous attendez surtout pas à une véritable commission d'enquête publique sur l'industrie de la construction.

Cette pédagogie doit agir rapidement. Jean Charest ne pourra pas réfléchir ou tergiverser trop longtemps — selon le point de vue où l'on se place — puisque le chef libéral ne doit pas arriver au Congrès du parti à la fin du mois sans avoir son succédané de commission d'enquête à jeter en pâture aux militants.

De Barcelone où il se trouve, Jean Charest a sauté sur cet os — le projet de loi 33 — pour parler d'autre chose. «Il faut accepter la démocratie, il faut accepter que le moment est venu, maintenant, de changer les règles du placement dans la construction au Québec. Il n'est pas acceptable qu'on pose des gestes illégaux ou de perturbation.»

On pourrait croire que la FTQ-Construction et le Conseil provincial des métiers de la construction (international), les deux syndicats qui sont dans la mire du projet de loi 33, ont déjà entrepris de paralyser les chantiers et de faire de la casse. Or ce n'est pas le cas. La p.-d.g. de la Commission de la construction du Québec (CCQ), Diane Lemieux, a indiqué que son organisme ferait «une veille de haut niveau» des chantiers au Québec. Hier, tout était calme sous le radar de la CCQ. À la FTQ-Construction, on signalait que tout le monde était au travail comme d'habitude.

Jean Charest réagit donc à des méfaits qui n'ont pas encore eu lieu et dont les chefs syndicaux n'ont pas parlé. Au contraire, ces derniers entendent présenter leurs arguments en commission parlementaire. Il semble que le chef libéral prend un malin plaisir à provoquer les travailleurs de la construction. En parlant du «respect de la démocratie», par exemple, Jean Charest tourne le couteau dans la plaie puisque la FTQ-Construction et le Conseil provincial se plaignent que le projet de loi 33 fait une entorse à la démocratie syndicale. Il les met sur le même pied au conseil d'administration de la CCQ que les trois autres syndicats qui représentent ensemble moins de 30 % des travailleurs. En conférence de presse jeudi, Lise Thériault avait donné le ton en évoquant le saccage de la Baie-James, un événement survenu il y a 37 ans.

Si Jean Charest joue des mécaniques devant les syndicats, c'est qu'il y trouve un avantage immédiat. Il sait que les syndicats de la construction

VOIR PAGE B 3: CONSTRUCTION



Participez à la rédaction d'un nouveau contrat social entre les générations

- Équité inter-générationnelle
- Travail
- Qualité de vie
- Culture
- Identité et régions
- Financement des services publics



RENDEZ-VOUS NATIONAL DES GÉNÉRATIONS
DE L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

15 et 16 octobre 2011 à Montréal

Vingt conférenciers experts pour éclairer les discussions

En présence de la ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais, au nom du gouvernement du Québec.

À l'UQAM • Prix : 35 \$

INSCRIVEZ-VOUS dès maintenant et consultez le programme sur generations.inm.qc.ca

Québec LE DEVOIR

Ce projet est financé en partie par Service Canada, dans le cadre du programme Nouveaux Horizons pour les aînés.

ORGANISÉ PAR

INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

PERSPECTIVES

LES IDÉES EN LÈRE

« Indignez-vous! »
Oui, mais après ?

ANTOINE ROBITAILLE

L'indignation est sans aucun doute le thème par excellence de 2011. Dans les rétrospectives que l'on fera bientôt de cette année troublée, elle occupera le sommet des palmarès.

Indignation dans les pays arabes, à la base des fameux « printemps » qui se sont multipliés. Indignation en Europe, contre les mesures d'austérité. La plaquette *Indignez-vous* de l'ancien résistant et diplomate français nonagénaire Stéphane Hessel, vendue à 2,1 millions d'exemplaires en France et un million ailleurs dans le monde, a été un catalyseur et une promotion de cette émotion, car c'en est d'abord une. Et voilà que des « indignés » américains occupent Wall Street, marchent sur Washington, avec l'appui du financier George Soros!

Au Québec, le thème est de plus en plus repris. Patrick Poirier, l'« organisateur-citoyen » d'une manifestation organisée après le coulage du rapport Duchesneau, a revendiqué la parenté de son « Mouvement du 24 septembre » avec celui des indignés de l'Espagne. La « spontanéité du projet », le « caractère pacifique et apolitique » ainsi que « le vecteur d'information », les « médias sociaux », en font un « rejeton nord-américain » des indignés du Vieux Continent, s'est réjouie Bénédicte Filippi dans le *Journal des alternatives*.

L'altermondialisation, fauchée en plein essor par le 11-Septembre, a un nouvel avatar: une internationale des « indignés ». « Voici donc venu le temps, pour les citoyennes et citoyens du Québec, de joindre [sic] ce mouvement mondial pour une réelle démocratie et faire valoir, à notre tour, nos attentes modulées sur nos valeurs et nos principes qui ne sont pas si différentes de celles [sic] de nos ami-e-s indigné-e-s des autres nations en ébullition », écrivaient en juin

L'indignation peut-elle fonder une politique ?

dans un manifeste ceux qui se sont baptisés « Les Indignés du Québec, section Montréal ».

La gauche moins « spontanée » reprend le concept. Le Conseil des Canadiens et Eau Secours, entre autres, ont convié les militants à une conférence les 21 et 22 octobre au Château Champlain. En « langue bilingue », le « thème » [sic] se présente ainsi: « **INDIGNEZ-VOUS! HOPE IN RESISTANCE** ». « Le mouvement « Indignez » [sic] est une expression de l'indignation, notamment [sic] de la part de la jeunesse, contre l'écart croissant entre les très riches et les très pauvres », précise le communiqué.

En exergue de l'essai *De colère et d'espoir* (à paraître dans deux semaines aux éditions Ecosociété) de la « co-porte-parole » de Québec solidaire, Françoise David, que trouve-t-on? Une citation de Hessel accompagnée d'une autre d'Hélène Pedneault: « Pratiquer la colère, c'est décider d'être à la même hauteur que ses rêves et ses convictions pour les regarder dans les yeux. » Certaines distinctions doivent être faites. A Bazzo.tv l'autre jour, la cinéaste Micheline Lanctôt précisait par exemple avec sagacité que l'indignation, « ce n'est pas exactement de la colère, c'est une juste révolte ». (A noter pour les futurs participants au « Concours Philosophier », dont le sujet de l'édition 2012 sera « L'indignation sauvera-t-elle l'humanité? ».)

Or, l'indignation comme posture n'est certainement pas sans risques. Jean-Claude Ravet, en mars, dans un numéro de la revue *Relations* consacré à ce thème, mettait le lecteur en garde. Certains ont l'indignation facile, « en font presque un métier ». Les « chroniqueurs girouettes », prompts à s'indigner un jour d'une chose et « de son contraire » le lendemain (on cherche qui!), sont autant d'indignés indignes. La « bonne » indignation, la digne, est au contraire « celle qui se ressent au témoignage d'une injustice, qui ébranle et hérisse tout notre être, nous enjoignant d'agir et de [nous] compromettre ».

Comment distinguer l'une de l'autre cependant? Tâche ardue, souvent. Et comment nier que l'indignation peut renforcer certains travers bien de notre temps. Ce qui l'empêchera dans bien des cas de fonder une vraie et durable politique. Notre « déficit d'attention » collectif d'abord. Parce que nous avons toujours un peu la tête ailleurs à cause des inventions géniales de Steve Jobs, nos indignations risquent de tourner en simples sautes d'humeur passagères. Interviewé à France Culture en février, Stéphane Hessel convenait lui-même que « l'indignation ne peut être que le commencement d'un travail à faire ». Plusieurs, dans nos « sociétés du spectacle », se contenteront d'afficher leur indignation dans les médias dits « sociaux ». Ils rempliront un désir mi-métèque inspiré par les révoltes arabes, issues de contextes totalement différents des nôtres. Difficile d'ailleurs, dans les manifestations de Montréal et même de Wall Street, de savoir précisément contre quoi on s'indigne. Bref, l'indignation, qui promet de raviver l'action politique, risque de l'en éloigner. Bien des indignés d'ici, d'ailleurs, ne se proclament-ils pas « apolitiques »?

Un appel, pour conclure: vous tenez une revue d'idées, un blogue, une radio Web; vous organisez un débat, etc.? Vous avez découvert un essai, un article, un podcast, une revue, un auteur peu connu, etc.? Aidez-nous à capter les idées de notre ère en écrivant à l'adresse arobitaille@ledevoir.com

Tous les hyperliens pertinents se trouvent dans la version Web de cette chronique.

Le Devoir



Des manifestants se sont rendus cette semaine devant la statue de George Washington, à New York.

LUCAS JACKSON REUTERS

ÉTATS-UNIS

« Un vent se lève pour la première fois depuis la Grande Dépression »

Le mouvement « Occupons Wall Street » prend une ampleur inédite aux États-Unis, où il s'est propagé dans plus de 200 villes. Que veulent ces jeunes gens qui campent dans les centres financiers des grandes villes? Paroles d'« indignés » américains.

SYLVAIN CYPEL

New York — Mais d'où sont-ils donc sortis? L'idée du mouvement d'« occupation » de Wall Street, désormais relayé dans les centres financiers de nombreuses villes américaines, a été lancée par une fondation nommée Adbusters (casseurs de pub). Créée à Vancouver, au Canada, elle se définit comme un réseau anticonsumériste d'activistes innovants, utilisant les moyens de communication contemporains pour faire front au matraquage d'informations et de publicités, selon elle, asservit des citoyens réduits à l'état de seuls consommateurs. Ils ne disent pas d'« abrutis », mais en dernière page du premier numéro du journal que publient les « indignés » américains (*The Occupied Wall Street Journal*), un article explique la naissance, le fonctionnement et les buts du mouvement par ce titre: « L'occupation expliquée aux nigauds... »

Venu de Stafford Springs, petite ville du Connecticut à 400 kilomètres de là, Chris Grohs, 29 ans, est fondateur dans une PME. Son aspiration: « Aller vers un système où les puissances financières ne dominent pas tout, où les salariés ont aussi leur mot à dire. » Citant la société Mondragon, une fédération de coopératives ouvrières au Pays basque espagnol, il cherche le mot: on lui suggère celui de « coopérative ». Oui, c'est ça! Brusquement, l'Espagne, ou plutôt la Puerta del Sol, à Madrid, et aussi l'occupation de la place Tahrir, au Caire, qui a fait tomber le despote Hosni Moubarak, sont d'ailleurs devenues des références revendiquées comme telles par le mouvement. Elles induisent l'idée de ne pouvoir agir que hors des cadres institutionnels et développent le sentiment d'appartenance à un mouvement « mondial ».

Place de la Liberté, comme les « indignés » appellent le lieu qu'ils « occupent », Chris Grohs gère l'infirmerie de fortune. Il a servi en Afghanistan, en 2002, puis en Irak, d'août 2003 à avril 2004, comme aide-soignant dans la 82^e division aéroportée américaine. Depuis, il est actif parmi les anciens combattants antiguerre. « J'avais des doutes sur l'Afghanistan. Mais l'Irak? J'ai tout de suite compris que c'était une opération au profit des intérêts pétroliers et de l'industrie de l'armement, des gens qui ne pensent qu'à leurs bénéfices sans aucun souci pour leur coût humain. » Est-il politiquement engagé? Il regarde autour de lui, comme s'il craignait d'être entendu. « Je suis candidat démocrate au poste de planificateur urbain de ma municipalité », une fonction élective (le scrutin aura lieu le 8 novembre).

Kyle Kneitinger, un étudiant de 22 ans de Buffalo, dans l'État de New York, comprendrait cette attitude. « Les élections locales restent les seules où on peut être utile. Au-dessus, cela ne sert plus à rien. J'ai voté à tous les scrutins depuis ma majorité. Je ne voterai pas en 2012. C'est dénué de sens, étant donné la capacité des lobbies à faire obstruction à la démocratie. Les choses ne bougeront que si les gens se mobilisent. » Ce sentiment d'inutilité de l'action au sein de ce qu'ils appellent « le système » ressort comme le principal liant entre les adhérents.

Marié, deux enfants en bas âge, Rafael Gomez, un New-Yorkais de 32 ans d'origine dominicaine, est doctorant en études latino-américaines. Il arbore sur son tee-shirt une grande photo de Barack Obama, barrée du signal routier « interdit de stationner ». Hispanique et noir, il a voté pour lui il y a trois ans. « En conscience, je ne le ferai plus jamais. » Tout y passe, de la politique étrangère

(« Obama a poursuivi les guerres ») à la gestion de la crise (« Il s'est entouré de gens de Wall Street »). Prisons, éducation, Guantánamo, immigration: rien ne trouve grâce à ses yeux. « Les gens commencent à comprendre qu'Obama n'est pas le problème: tout notre système politique est dans l'im-passe. On n'a le choix qu'entre le mal et le pire. »

Kyle Kneitinger est aussi l'un des premiers « occupants » de Wall Street, dès le 17 septembre: « Si j'étais en couple, j'hésiterais à faire des enfants... Pour quel avenir? Dans ma ville, la pauvreté s'étend tellement que c'en est une pure honte! Je bosse au salaire minimum pour financer mon quotidien: 7,50 \$ l'heure. Je profite de l'assurance maladie de mon père, sinon je n'en aurais pas. J'adore mes études [l'ingénierie électrique], mais je ne sais pas si je trouverai un boulot ensuite. Pour les jeunes, c'est devenu très dur. » Le temps est passé où, au sortir de l'université, on savait trouver un emploi. Les jeunes sont les premières victimes du chômage structurel qui s'ancre aux États-Unis, suscitant chez eux un sentiment d'abandon inédit. Venue du Maryland, Victoria Sobl, 21 ans, mère péruvienne, père russe, née aux États-Unis, abonde en ce sens: « Mes parents ont travaillé dur pour que j'aie une meilleure vie qu'eux. Maintenant, ils me disent que j'aurai moins de chance qu'ils n'en ont eue. Ils voudraient que je termine mes études, mais ils comprennent très bien que je sois ici. »

Le mouvement « est encore dans la prime enfance. On doit grandir, mieux comprendre les enjeux. On existe dans plus de 60 villes maintenant, notre forme de protestation devient un modèle. L'essentiel est là », dit Kyle Kneitinger. « On se construit en marchant », affirme Rafael Gomez. Avant l'Égypte et l'Espagne, il y a eu Seattle, le mouvement anti-mondialisation, les zapatistes. Moi, je pense que même des membres du Tea Party opposés au renflouement des banques pourraient faire du chemin avec nous. Malheureusement, ils sont financés par de gros intérêts. Mais plein de gens éduqués sans travail nous rejoignent. » Il aime ce « mouvement sans leader, le plus démocratique jamais né aux États-Unis ». Un mouvement qui commence à se structurer.

Victoria Sobl a fait un peu de comptabilité. La voila bombardée membre du « comité finances ». « Les donations affluent, on a déjà reçu 35 000 \$ ». Un banquier se gausserait de la somme. Les avocats du mouvement travaillent sans percevoir d'honoraires, pendant qu'elle engrange pour des lendemains plus difficiles. L'avenir? Elle montre une camionnette sur le bas-côté. On y lit: « WikiLeaks, Top Secret Mobile Information Unit. »

Le mouvement « est encore dans la prime enfance. On doit grandir, mieux comprendre les enjeux. On existe dans plus de 60 villes maintenant, notre forme de protestation devient un modèle. L'essentiel est là », dit Kyle Kneitinger. « On se construit en marchant », affirme Rafael Gomez. Avant l'Égypte et l'Espagne, il y a eu Seattle, le mouvement anti-mondialisation, les zapatistes. Moi, je pense que même des membres du Tea Party opposés au renflouement des banques pourraient faire du chemin avec nous. Malheureusement, ils sont financés par de gros intérêts. Mais plein de gens éduqués sans travail nous rejoignent. » Il aime ce « mouvement sans leader, le plus démocratique jamais né aux États-Unis ». Un mouvement qui commence à se structurer.



Des manifestants sur le pont de Brooklyn cette semaine

JESSICA RINALDI REUTERS

« Tout notre système politique est dans l'impasse. On n'a le choix qu'entre le mal et le pire. »

L'avenir, assure-t-elle, est chez ceux qui révèlent les caves du « système ». Elle cite WikiLeaks et OpenSecrets, le site qui recense l'activité des lobbyistes aux États-Unis. « Ils montrent la voie. »

Mais quelle voie, précisément? Ces « indignés » ne connaissent que ce qu'ont vécu leurs parents, la mémoire de la « bonne vie », quand le pouvoir d'achat augmentait régulièrement et que l'endettement était supportable; puis la chute.

Leur sentiment général est qu'une oligarchie s'est emparée de leur pays et du monde. Une caste qui fonde sa richesse sur l'indifférence aux autres et ne respecte rien, surtout pas les hommes. Certes, leur culture politique et leur apparente crédulité étonneront plus d'un Européen habitué aux références spontanées à l'histoire contemporaine. Mais, une fois passé l'étonnement convenu, il faut bien se demander, comme le fit Edgar Morin dès 1970 dans son *Journal de Californie* (Seuil), ce qui donne à cette mobilisation cet aspect libre, sympathique, si disponible à la parole des autres — bref, avide de comprendre plus que d'asséner des vérités. Ce qui, peut-être, caractérise le mieux la mobilisation des « indignés » américains est qu'ils ne savent pas bien où ils vont ni comment ils y vont et qu'ils s'en réjouissent plutôt. C'est si bon d'« échanger ».

Salarié d'une association d'aide aux handicapés, Jason McGaughey, 26 ans, de Bloomington (Indiana), pronostique que le mouvement « va grandir. On espère énormément de monde le 15, pour la journée de mobilisation internationale. Puis viendra le rapport de la commission [sur la réduction des déficits publics aux États-Unis], qui annoncera les coupes claires dans les budgets sociaux. On prépare la riposte. Les idées voient le jour en marchant. A New York, toute décision en assemblée générale doit être adoptée à 90 % des voix. Pour le moment, c'est utile. Dans ce pays, l'idée même de société solidaire a été détruite. Il faut reconstruire. Un vent se lève pour la première fois depuis la Grande Dépression [des années 1930]. Quand on aura grandi, on passera sûrement à l'étape suivante: se structurer, adopter un programme peut-être. Mais là, c'est trop tôt. »

Il a donc tellement de temps devant lui? « Éduquer les gens prendra longtemps. » Puis, se ravisant: « Bien sûr, on peut imaginer des évolutions dramatiques, des pays européens qui s'effondrent avec un impact très lourd pour l'Amérique. Les banques feront encore payer leurs pertes au peuple. Ça pourrait être terrible... »

Le Monde

PERSPECTIVES

Dans la foulée du jugement de la Cour suprême

L'après-Insite

L'attitude des conservateurs est un véritable désaveu de la stratégie nationale antidrogue

L'aveuglement idéologique est le dernier et le plus coriace obstacle empêchant l'ouverture de sites d'injection supervisée (SIS) à travers le pays. De quel côté le vent soufflera-t-il au Québec?

BRIAN MYLES

De toutes les réactions entendues à la suite de la décision de la Cour suprême favorable au maintien d'Insite, le site d'injection de Vancouver, celle de Leona Aglukkaq était la plus inattendue. La ministre fédérale de la Santé se disait... «détaché» qu'un centre concourant au mieux-être des toxicomanes puisse poursuivre ses activités. Le système devrait prévenir la dépendance aux drogues, a-t-elle dit. Le genre d'arguments que servent généralement des ministres de la Sécurité publique.

Le débat sur la pertinence des sites d'injection est perverti par des considérations idéologiques. Les faits, censés parler d'eux-mêmes, sont mis de côté au profit d'une vision moraliste de la santé publique, résumée à merveille par les procureurs du gouvernement fédéral lors de leurs plaidoiries à la Cour suprême. La consommation de drogues est une décision personnelle, et non un problème de santé publique, ont-ils fait valoir.

La ministre de la Santé ne dirait pas mieux. L'attitude des conservateurs dans le dossier d'Insite est un véritable désaveu de la stratégie nationale antidrogue, qui vise à «combattre les drogues illicites» par des approches mixtes de réduction de l'offre et de la demande. Elle repose sur trois piliers: prévention, traitement et application de la loi, les deux premiers piliers faisant figure de parent pauvre en matière de financement. En pratique comme en théorie, les sites d'injection supervisée tombent dans la catégorie des traitements. Il s'agit de l'exemple même de ces «approches novatrices» et «plus efficaces» au traitement de la toxicomanie que la stratégie antidrogue est censée encourager.

Contrairement à certaines croyances bien enracinées, Insite a sauvé des vies. Ses effets bénéfiques sur l'état de santé des utilisateurs de drogues injectables (UDI) les plus ravagés par la consommation à l'opiacés l'emportent sur les inconvénients. Les SIS se présentent comme un moyen de rejoindre les UDI les plus mal en point et de réduire les méfaits associés à la consommation (petite criminalité, seringues à la traîne, hausse des maladies infectieuses, etc.). En outre, les UDI peuvent être dirigés vers des traitements pour autant que des professionnels de la santé puissent tisser un lien de confiance avec cette clientèle farouche et esseulée, qui se tient à l'écart du réseau traditionnel de la santé.

La guerre des chiffres

La recherche scientifique prête à l'ouverture d'Insite des effets positifs sur la diminution des surdoses et sur la diminution des maladies infectieuses transmissibles par l'usage des aiguilles souillées, notamment l'hépatite C et le VIH. Même à ce chapitre, les statistiques sont prises en otage par le débat idéologique. Récemment, des chercheurs du Drug Prevention Network et de Real Women ont remis en doute les conclusions d'une étude publiée dans *The Lancet*, prestigieuse revue médicale. Selon cette étude menée par Thomas Kerr, un chercheur ouvertement en faveur des SIS, le nombre de personnes mortes d'une surdose a diminué de tiers dans le périmètre immédiat d'Insite, au centre-ville de Vancouver, entre 2003 et 2005.

Les surdoses auraient plutôt augmenté après l'ouverture du seul et unique SIS au Canada, prétendent au contraire le Drug Prevention Network et Real Women. Ils en arrivent à la conclusion qu'Insite sauve une vie par année, tout en permettant aux UDI de s'injecter environ 144 000 fois des doses de drogue sans être inquiétés par la police. En Allemagne, les SIS sauvaient éga-



REUTERS

Les effets bénéfiques sur la santé de sites comme Insite ne sont plus à démontrer.

lement très peu de vies avant-ils. Conclusion? La Cour suprême a basé sa décision sur des données erronées.

C'est dire comment la bataille sera longue et ardue pour les tenants d'une approche de santé publique en matière de politiques antidrogue. Le clivage traditionnel entre la santé publique et le droit pénal cache un autre clivage, beaucoup plus profond, entre ceux qui croient que les toxicomanes doivent être aidés et ceux qui croient qu'ils doivent être punis pour leur comportement répréhensible.

En reconnaissant que la dépendance est une maladie, et non un choix, la Cour suprême s'est clairement rangée du côté des tenants d'une approche de santé publique. En refusant des soins de santé aux UDI incurables, pour qui l'abstinence semble impossible, l'État brime leur droit constitutionnel à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne.

Crime ou maladie?

La dépendance est-elle un crime ou une maladie? Malgré son éclatante limpidité, l'arrêt de la Cour suprême ne tranche pas cette question de fond. Les opposants aux sites d'injection supervisée ont tout le loisir d'ignorer les preuves et de marteler leur message avec une réelle chance d'obtenir du tribunal de l'opinion publique ce que le plus haut tribunal du pays leur a refusé.

L'essor des SIS ne dépend pas tant de leur légitimité dans l'œil de la Cour suprême, ni même de l'appui quasi inconditionnel de la santé publique dont ils bénéficient, mais de leur «acceptabilité sociale», terme à la mode au sein de la classe politique.

Au Québec, le ministère de la Santé publique est particulièrement sensible à ce concept, comme en font foi des documents obtenus l'hiver dernier par *Le Devoir* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Le ministère a commandé des sondages sur la question pour constater que l'ouverture aux politiques de réduction des méfaits était variable, et modulée par la perception préalable des répondants à l'égard des UDI. Plus les citoyens réduisent la consommation de drogue à une affaire de délinquance et de petite criminalité, plus ils sont réfractaires aux politiques de réduction des méfaits. À l'inverse, plus ils perçoivent les UDI comme des personnes en détresse, nécessitant des soins, plus ils sont ouverts.

Le ministre de la Santé du Québec, Yves Bolduc, devrait faire connaître sa position dans les prochaines semaines maintenant qu'il a le jugement de la Cour suprême en main. Il a laissé entendre qu'il devait concilier la nécessité d'offrir «de bons soins» aux plus vulnérables tout en tenant compte de l'acceptabilité sociale des SIS. Pour l'organisme Cactus, qui est prêt à ouvrir un SIS avec l'appui de la Direction de la santé publique (DSP) de Montréal, ces commentaires s'apparentent à un feu jaune.

La semaine dernière, les UDI réunis au sein de l'ADDICQ (Association pour la défense des droits et l'inclusion des personnes qui consomment des drogues du Québec) ont effectué une sortie publique pour réclamer l'ouverture de SIS dans les meilleurs délais. Le Centre de recherche et d'aide pour narcomanes (CRAN), qui avait participé à un projet de recherche scientifique sur la prescription d'héroïne (projet NAOMI), a aussi donné son appui aux SIS, de même que de nombreux organismes du réseau de la santé.

L'appui aux SIS était beaucoup moins répandu il y a dix ans, même au sein de la DSP. Signe que les temps changent, les policiers, des opposants naturels à une approche de réduction des méfaits dans un passé pas si lointain, ne crient pas à la décadence appréhendée si des meilleurs délais.

«Toute forme d'aide pour la détresse humaine doit trouver sa place dans la société»

SIS voient le jour à Montréal.

En entrevue cette semaine, le directeur du Service de police de Montréal (SPVM), Marc Parent, a indiqué qu'il ne se mettrait pas en travers de la marche de la santé publique, à la condition que ses troupes soient impliquées de près dans le projet, pour éviter une recrudescence du trafic de drogue et des incivilités au centre-ville. Il voit même la mission du SPVM comme étant «complémentaire» à celle de la santé publique afin de gérer les interactions parfois conflictuelles entre la clientèle de Cactus, les citoyens et les commerçants. «Toute forme d'aide pour la détresse humaine doit trouver sa place dans la société. Je ne suis ni contre ni pour les sites, mais je vais donner mon appui pour faciliter leur implantation», a dit M. Parent.

Les moralistes auraient-ils perdu l'appui de la police? La saga d'Insite a le mérite d'exposer la fragilité de leurs arguments et de constater leur relative perte de vitesse dans la guerre à la drogue.

Le Devoir

STABILITÉ

SUITE DE LA PAGE B 1

Hier, M. Hudak a lancé: «Il n'est pas sain pour notre province d'avoir un gouvernement trop concentré à Toronto.»

«Il y a un fossé entre l'Ontario rural et l'Ontario urbain», relève Luc Turgeon. Pour Dalton McGuinty, ça veut notamment dire qu'il devra revoir sa stratégie par rapport au sud-ouest de la province, là où l'industrie manufacturière souffre. Même chose dans le Nord: le plan économique des libéraux ne passe pas.»

Selon Brian Tanguay, le plus dur reste à faire pour Dalton McGuinty: gouverner au centre d'un Parlement minoritaire et trouver des politiques

qui sauront éviter l'écueil du clivage villes-régions, cela dans un contexte économique très difficile (le déficit pourrait atteindre 16 milliards cette année). «Il a promis de réduire les droits de scolarité de 30 % pour les familles à faibles revenus et de la classe moyenne, de créer trois nouveaux campus universitaires... Ça coûte très cher, et c'est loin d'être sûr que la province peut se payer ça. Il y a nécessairement des coupes qui vont devoir se faire, et ce n'est jamais facile en situation minoritaire.»

Les deux politologues pensent tout de même que Dalton McGuinty n'aura pas à gouverner comme l'a fait David Peterson entre 1985 et 1987, quand les libéraux et les néodémocrates (deuxièmes et troisièmes au scrutin) s'étaient alliés pour renverser les conservateurs. «L'exemple fédéral depuis quelques années a montré qu'il est possible de gouverner au cas par cas, sans obtenir

le soutien formel d'un parti», dit Luc Turgeon. M. McGuinty a clairement indiqué qu'il ne voulait pas de coalition, les autres non plus. Avec un seul siège d'écart, je pense qu'il sera assez facile pour lui de trouver des terrains d'entente.»

«Je ne vois pas d'alliance formelle non plus», ajoute Brian Tanguay. Il y aura plutôt une nécessaire collaboration sur chaque question soulevée. Sauf que le ton employé hier par Tim Hudak («Dalton McGuinty va demeurer premier ministre tant qu'il pourra obtenir la confiance de l'Assemblée. Il devrait prendre note qu'il sera extrêmement difficile pour lui de faire passer des augmentations de taxes», a-t-il dit) laisse croire qu'il pourrait y avoir du sable dans l'engrenage de la collaboration. Mais de là à parler de l'enfer...

Le Devoir

CONSTRUCTION

SUITE DE LA PAGE B 1

ont mauvaise presse et que la FTQ-Construction, dont l'ancien président Jocelyn Dupuis a été mêlé à des fraudes, est affaiblie. Quoi de mieux qu'un affrontement entre le gouvernement et les syndicats pour faire diversion.

Il faut cependant dire que le gouvernement avait déjà annoncé ses intentions au printemps. La ministre a commandé un rapport à un comité dont deux des cinq membres provenaient du milieu syndical, de la CSN plus précisément, une centrale qui s'oppose au système de placement actuel contrôlé par la FTQ et le Conseil provincial. Les conclusions du rapport n'ont pas dû surprendre Lise Thériault; elles collent aux orientations ministérielles. Le projet de loi 33, un texte juridique com-

plexe qui fait 34 pages et 94 articles, a été déposé un mois après que la ministre l'eut reçu. Le projet de loi a franchi toutes les étapes à une vitesse suspecte qui laisse croire qu'il était prêt avant le dépôt du rapport Gauthier le 30 août. Mais au cabinet de Lise Thériault, on soutient sans rire qu'une grosse équipe de juristes a travaillé jour et nuit pour accoucher du projet de loi en un temps record. Encore faut-il qu'il traverse toutes les étapes législatives, y compris le Comité de législation.

Le gouvernement veut mettre un terme aux avantages que tirent la FTQ-Construction et le Conseil provincial du placement des travailleurs, notamment le fait qu'ils puissent favoriser leurs syndiqués au détriment des membres des autres organisations syndicales. Les demandes en main-d'œuvre des employeurs transiteront par une plateforme informatique à la CCQ et les cinq syndicats de la construction fourniront une liste de travailleurs pour répondre à ces demandes. Les em-

ployeurs feront leur choix à partir de ces listes de travailleurs issus de différents syndicats.

«Ça ne peut pas marcher», estime Jean Sexton, professeur associé à l'Université Laval, un rédacteur du rapport de la commission Cluche et un spécialiste de ces questions. D'une part, il souligne que le placement des travailleurs dans la construction en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde se fait surtout par l'entremise des syndicats. C'est comme ça depuis le Moyen Âge avec les guildes d'artisans. «Ce qui m'inquiète aussi, c'est les délais. Dans la construction, quand on a besoin de main-d'œuvre, c'est pour hier», fait-il observer. Qui plus est, pour que son système fonctionne, la CCQ a besoin de la collaboration des syndicats. Avec l'affrontement qui se dessine, aussi pacifique serait-il, il est assuré que Diane Lemieux ne pourra pas compter sur la FTQ-Construction et le Conseil provincial.

Le Devoir

L'effet secondaire



MICHEL DAVID

Ce qui avait le plus embarrassé le gouvernement Charest dans la saga de la vente du mont Orford était moins la colère de la population que la division au sein de la famille libérale.

Le dossier aurait été nettement plus facile à gérer si la contestation n'avait pas été menée par un ancien président du PLQ et député d'Orford, Robert Benoit, et par un membre influent de la commission politique, Jean-Guy Dépot.

Même si le projet de privatisation a finalement été abandonné, l'affaire a laissé des traces. Trois ans plus tard, M. Benoit déclarait encore au *Devoir* que, sous la gouverne de M. Charest, le PLQ était devenu «une machine à amasser de l'argent».

Certes, le rapport Duchesneau a ravivé le mouvement en faveur d'une enquête publique sur la corruption dans l'industrie de la construction, qui s'était essouffé au cours des derniers mois, mais la grande différence depuis le printemps dernier est qu'il s'est étendu aux rangs libéraux.

Dans le tintamarre causé par les démissions en cascade au PQ, celle du président de l'association libérale de Jonquières, à la mi-août, avait eu moins d'écho, mais il n'avait pas mâché ses mots, dénonçant aussi bien le refus d'ordonner une enquête publique que la façon dont le Plan Nord était mis en œuvre.

Le départ d'un rédacteur de discours du premier ministre ne traduit pas nécessairement l'état d'esprit des militants, mais quand un influent collecteur de fonds, qui œuvre au PLQ depuis trente ans, brise l'omerta en déclarant que l'entêtement du gouvernement pourrait nuire au parti, c'est clairement le signal qu'un geste significatif s'impose.

◆ ◆ ◆

Après avoir résisté avec autant d'opiniâtreté depuis deux ans, ce n'est pas de gaieté de cœur que M. Charest se résignerait à la tenue d'une enquête, mais cela pourrait bien être un moindre mal.

Aussi bien Pauline Marois que François Legault se sont engagés à en déclencher une s'ils sont appelés à former le gouvernement. Si le premier ministre craint que l'image de son parti soit ternie pour des années, il a tout intérêt à fixer lui-même les paramètres de l'exercice. Même s'il trouvait les conclusions de l'enquête décevantes, un nouveau gouvernement ne pourrait pas en tenir un autre.

Depuis une dizaine de jours, le gouvernement a plus ou moins réussi à faire accepter qu'une partie des audiences se déroule à huis clos et il va certainement tout faire pour limiter les audiences publiques le plus possible, la difficulté étant de ne pas donner l'impression d'un simulacre d'enquête.

La marge de manœuvre des partis d'opposition est cependant limitée. En les invitant à s'associer à l'opération, le gouvernement les met du même coup en demeure de ne pas jouer indûment les trouble-fête. L'opposition a de bonnes raisons de se méfier, mais le désir légitime de s'assurer que l'enquête ait les moyens d'aller au fond des choses ne doit pas se traduire par une intransigence telle qu'elle s'apparenterait à du sabotage.

Dans l'état actuel des choses, c'est-à-dire des sondages, M. Charest ne sait probablement pas encore quand il déclenchera des élections, ni même s'il sera toujours là. Si les élections ont lieu au printemps, le déclenchement d'une enquête dont les conclusions ne seront pas connues avant longtemps lui permettrait de faire campagne en paix. Si les élections sont plus tard, une enquête bien balisée pourrait au moins limiter les dégâts que son parti aura à subir.

◆ ◆ ◆

Le tort incalculable que des années de corruption ont fait à la société québécoise risque d'être plus long à réparer. Pendant longtemps, les Québécois, qui n'avaient pas l'habitude de briller parmi les meilleurs, se sont enorgueillis du succès mondial des grandes firmes de génie-conseil.

Aujourd'hui, elles sont au centre d'un système de collusion et de financement occulte des partis politiques qui permet à un magazine torontois de dire que le Québec est la province la plus corrompue de la fédération.

Même ce fleuron qu'était Hydro-Québec, symbole par excellence de l'émancipation résultant de la Révolution tranquille, se retrouve au banc des accusés. Ceux qui avaient nationalisé l'électricité ont bradé le gaz et le pétrole enfouis dans le sous-sol québécois pour le plus grand profit d'intérêts privés soutenus activement par un ancien premier ministre, jadis adulé par ceux qui rêvaient d'un pays. Quel gâchis!

Se désolant de la désaffection actuelle pour la souveraineté, Joseph Facal déplorait jeudi le «matérialisme anesthésiant» dans lequel baignent les Québécois, en particulier cette élite de baby-boomers qui a construit le Québec et qui ne se préoccupe plus que de ses fonds de retraite.

Il y a sans doute du vrai dans ce diagnostic, mais un projet comme la souveraineté carbure aussi à la fierté, qui renforce l'audace, et il n'y a vraiment pas de quoi être fier ces temps-ci. C'est même carrément honteux. Il aurait fallu être Machiavel en personne pour imaginer de répandre la corruption afin de mieux combattre le mouvement souverainiste. Disons plutôt qu'il s'agit d'un effet secondaire.

mdavid@ledevoir.com

ÉDITORIAL

Gouvernements provinciaux

Surprises électorales

Le hasard des calendriers électoraux aura fait que durant octobre et novembre cinq élections provinciales se seront succédées, et ce, quelques mois après l'élection fédérale du 2 mai qui a donné un gouvernement majoritaire aux conservateurs de Stephen Harper. La question se posait tout naturellement quant à savoir si tout le Canada allait passer au bleu. On connaît la réponse et, heureusement, la courtépente sera de toutes les couleurs.



Bernard Descôteaux

À l'Île-du-Prince-Édouard, le gouvernement libéral de Robert Ghiz a été reconduit au pouvoir en début de semaine, tout comme le gouvernement néodémocrate de Greg Selinger au Manitoba. Puis, jeudi, les Ontariens ont accordé au gouvernement libéral de Dalton McGuinty un troisième mandat, quoique minoritaire. On ne pouvait espérer mieux. Cela assure un équilibre dans les relations entre les provinces et le gouvernement fédéral.

Cet équilibre est capital. Ces prochaines années, d'importants dossiers seront l'objet de débats et de tensions entre les deux ordres de gouvernement. Déjà se profile à l'horizon la question des mesures de soutien à prendre en cas de récession économique. Puis, d'ici 18 mois, viendra celle du financement des programmes de santé et de l'enseignement postsecondaire et, en parallèle, la renégociation du programme de péréquation.

Le pire des scénarios aurait été qu'une nette majorité de gouvernements provinciaux partagent l'idéologie du gouvernement conservateur de réduction des investissements dans les programmes publics. Difficile de présumer de l'issue des débats à venir, mais au moins, on peut croire que les Charest, McGuinty et Selinger plaideront pour le maintien du financement de ces programmes.

Celui qui aujourd'hui est le plus heureux au Québec du résultat de ces élections, et en particulier de l'élection ontarienne, est sans doute le premier ministre Jean Charest, qui autrement se serait trouvé isolé plus que jamais. La présence du Québec au sein du gouvernement fédéral n'ayant jamais été aussi faible que depuis l'élection du 2 mai, il a besoin de pouvoir compter sur quelques solides alliés parmi les provinces. Le plus important de ceux-ci est évidemment l'Ontario en raison de son poids économique et géographique. Les deux provinces voisines sont le cœur du Canada et Ottawa ne peut faire fi totalement de leurs points de vue. Bien sûr, ceux-ci ne seront pas toujours convergents, car les provinces sont des concurrentes à plusieurs égards, mais le contexte politique actuel favorisera un minimum de convergence.

Sur le plan de ses intérêts plus personnels, Jean Charest a dû aussi être ravi de voir Dalton McGuinty, qui était donné perdant dès le début de cette élection, renverser la vapeur et obtenir un troisième mandat consécutif. Cela peut lui donner confiance et stimuler l'ardeur de ses militants, d'autant que ce qui semble avoir convaincu les Ontariens de réélire les libéraux est leur discours sur l'économie, la stabilité, l'expérience. Discours qui est aussi celui de Jean Charest. Observons toutefois que la collusion et la corruption n'étaient pas des thèmes présents dans la campagne ontarienne. Ils le seront inévitablement dans la prochaine campagne au Québec. Cela entraînera un niveau de difficulté beaucoup plus élevé pour le premier ministre québécois.

Banlieues
La pauvreté s'étale

Banlieues

La pauvreté s'étale

D e toutes les images que l'on associe à la pauvreté, il est rare que l'on pense à celle du billet d'autobus. Pas celui qui mène partout au Québec et ailleurs, mais le billet à 2,75 \$ ou 3 \$ qui permet de circuler dans sa propre ville et qui est pourtant inaccessible pour certains.

Le pauvre des villes arrive à vivre sans, au prix de bien des pas et en restant enfermé dans son quartier, ciblant au plus juste ses déplacements plus lointains, quand il s'agit de se chercher un emploi par exemple. Cette logistique n'est quand même pas une mince affaire, comme l'a superbement illustré la récente série télévisée *Naufragés des villes*, consacrée aux différentes facettes de la pauvreté.

Mais le pauvre des banlieues, lui, est doublement prisonnier: de son statut économique, qui le marginalise dans nos sociétés de surconsommation, et de son environnement immédiat, fondé sur l'étalement du territoire. Non seulement les ressources sont loin, mais en plus il n'y a qu'en auto qu'on peut vraiment s'y rendre. Les transports collectifs sont soit inexistantes, soit inefficaces, soit trop coûteuses pour les utiliser à répétition.

Alors, même si des banques alimentaires s'installent en banlieue, cherchant à dépanner les gens à faible revenu qu'on y trouve de plus en plus, cette aide échappe à ceux qui ne peuvent payer le passage pour y aller, ou pour qui il est trop compliqué de rapporter plats ou provisions abondantes en autobus, comme on le lit dans notre dossier d'aujourd'hui.

Ce nouveau visage de la pauvreté est méconnu et assez tragique. Déjà que nos gouvernements ont peu de cas du pauvre «classique» et de sa famille, que l'on croise dans les quartiers centraux des villes... Ces démunis-là peuvent néanmoins compter sur une tradition d'entraide, grâce à des groupes d'aide présents depuis des décennies dans les paroisses ou les quartiers et accessibles au bout de la rue.

Le regroupement des logements sociaux permet aussi des mesures de soutien sur place, comme on en voit avec succès aux Habitations Jeanne-Mance, le plus important HLM du Québec. La densité urbaine n'a pas que des travers, elle a aussi le mérite de pouvoir plus facilement briser l'isolement.

Les villes de banlieue, elles, doivent apprendre à composer avec une nouvelle réalité, celle d'une économie qui va mal et où la pauvreté se développe. Bien des organismes communautaires se heurtent encore à l'indifférence des autorités municipales, qui n'ont même pas conscience de leurs zones de pauvreté.

Pourtant, de l'ouverture s'impose, envers les logements sociaux par exemple: les villes ne contrôlent pas les goussets de leur financement (à Québec et surtout à Ottawa de les rehausser, comme le souligne la tournée faite à travers 24 villes du Québec par le FRAPRU et qui culmine demain à Montréal), mais c'est à elles que revient de donner le feu vert à leur construction.

Elles devront aussi accepter d'accorder une attention particulière à leurs «zones vulnérables»: en y facilitant l'installation de structures d'aide, comme des cuisines collectives ou des friperies, ou en ajustant l'offre de transport en commun. À quand des taxis collectifs aux tarifs économiques?

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEÉ BOILEAU

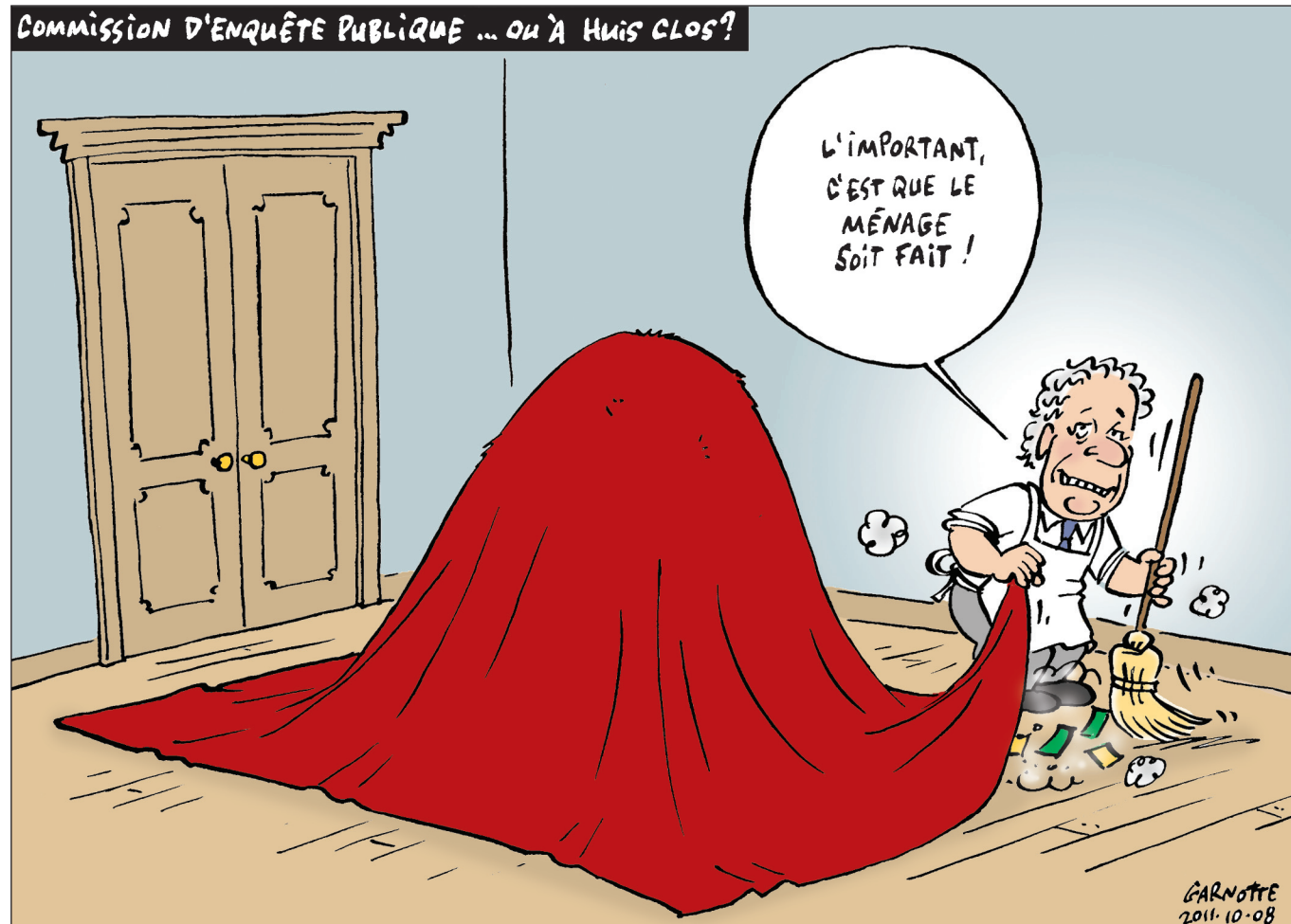
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

«Combien coûte une vie au Québec?»

La Coalition priorité cancer vitupère en raison de l'absence, pour des raisons de coûts, de plusieurs médicaments importants pour la lutte contre le cancer figurant sur la nouvelle liste des médicaments remboursés par le ministère de la Santé du Québec. Et elle a raison!

Il est moralement incorrect de prioriser l'argent plutôt que l'humain. Il m'est impensable de vivre dans une société où les valeurs sont telles.

Il est encore plus injuste que quelqu'un paye toute sa vie pour les services de santé des autres de sa société et qu'il se voie refuser, au prix de sa vie, par cette même société, les soins dont il a le plus besoin au moment où il en a le plus besoin!

La Coalition priorité cancer a absolument raison de demander au ministre de la Santé combien coûte une vie au Québec.

Laurence Ouellette-Charbonneau
18 ans, étudiante, Cégep de Joliette
Joliette, le 6 octobre 2011

Leçon d'intégrité

Lors de mon parcours au cégep, mes enseignants ont toujours pris grand soin de me répéter de vérifier mes sources avant d'avancer une information. Peut-être est-ce lassant pour

un simple travail de deux pages, mais au final, l'exercice est bénéfique puisqu'il rend mon travail plus crédible. Cela évite les jugements de valeur et les faussetés. Je vous pose la question, M. Legault, avez-vous vérifié vos sources avant de faire une déclaration à l'enquête? De ce que j'ai pu lire, j'ai un gros doute.

Lorsque vous vous proclamez représentant du peuple, vous avez une lourde responsabilité qui pèse sur vos épaules, celle d'être exact dans vos critiques. Si vous étiez dans un cours de littérature, vous auriez sans doute peu de points dans la partie argumentation de vos dissertations.

Quand on veut noyer son chien, on dit qu'il a la rage. L'abolition des cégeps est un dessein politique que caressent plusieurs formations politiques depuis longtemps. Si vous souhaitez vraiment abolir les cégeps, essayez au moins de trouver une solution constructive et une véritable raison. Le mépris d'une partie de la population n'a jamais vraiment été la meilleure solution pour attirer les sympathies du public.

En terminant, M. Legault, laissez-moi vous dire que c'est à cause de gens comme vous que je suis désillusionné de la politique.

François St-Laurent-Ross
Étudiant au collégial
Le 6 octobre 2011

Qu'ils aillent au diable!

J'ai refusé de recevoir l'Ordre national

du Québec parce que cette haute distinction m'eût été remise par Jean Charest. Ce dernier a parrainé, avec Lucien Bouchard, la motion dégradante du 14 décembre 2000 me concernant, au mépris des droits les plus fondamentaux de la personne. Ni l'un ni l'autre n'ont exprimé le moindre regret d'avoir orchestré cette machination qui a entaché la réputation de l'Assemblée nationale du Québec. L'un plastronne dans l'exploitation de la richesse de notre sous-sol et l'autre dans le recyclage d'événements qui ont marqué la présence du Québec à Paris, il y a plus de 30 ans...

Les autres complices de la motion félonne, notamment l'ineffable François Legault et une importante cohorte de libéraux impavides, dont le premier ministre actuel, sont restés muets comme des carpes en espérant que le vent de l'oubli efface leur vote avilissant.

Je n'attends plus rien d'hommes et de femmes qui ont bazzardé leur honneur et une justice élémentaire au profit de leurs calculs mesquins. Je ne les envie pas. Qu'ils aillent au diable dans tous les sens de cette expression populaire. Avec, en prime, le mot célèbre d'un certain général à la bataille de Waterloo*.

* Ville de Belgique et non des Cantons-de-l'Est...

Yves Michaud
Commandeur de la Légion d'honneur
Ancien député général du Québec
en France (1979-1984)
Le 7 octobre 2011

REVUE DE PRESSE

De choses et d'autres

Manon Cornellier

La scène politique provinciale est en plein bouillonnement au Canada. Samedi dernier, c'était le Parti progressiste-conservateur de l'Alberta qui décidait de diluer le bleu foncé de son étiquette en élisant une nouvelle chef réellement progressiste-conservatrice, Alison Redford. Après l'élection de Naheed Nenshi à la mairie de Calgary, écrit Brian Bergman dans le *Globe and Mail*, le choix de Mme Redford, qui est devenue du même coup première ministre désignée, vient briser la vision stéréotypée que le reste du pays tend à entretenir à l'égard de sa province. L'élection de la candidate la moins associée au statu quo suggère que les Albertains sont plus progressistes qu'on ne veut le croire à l'extérieur de ses frontières et que le PPC est encore capable de se réinventer malgré 40 ans au pouvoir alors qu'il est talonné sur sa droite par la Wildrose Alliance, un autre parti dirigé par une femme.

L'*Edmonton Journal* va dans le même sens, affirmant que la victoire de Redford est celle de la nouvelle Alberta, une province qui se transforme rapidement avec sa plus grande diversité et son dynamisme. Conservatrice, oui, mais progressiste aussi, dit le *Journal*, qui rappelle que Redford se démarque du «old boys' club» et qu'elle a gagné en promettant transparence et réformes. Elle a mené sa barque sans rien devoir à personne et a maintenu les coudées franches. Finalement, l'arène politique reflète davantage le vrai visage de la province, dit le *Journal*, qui parle, un peu pompeusement, du printemps albertain.

libéral et néodémocrate, ont obtenu de nouveaux mandats majoritaires, et l'Ontario où, en revanche, les libéraux de Dalton McGuinty ont raté la majorité par un siège. Mais avant même que l'issue du vote soit connue, Bob Hepburn, du *Toronto Star*, prévenait le gagnant qu'il serait aux prises avec des problèmes auxquels il n'aurait aucune réponse toute faite à offrir. Durant toute la campagne, écrit-il, les chefs des trois grands partis ont misé sur leur personnalité et des promesses irréalistes pour gagner. Ils n'ont soufflé mot des défis qui attendent la province, alors que la récession pointe à l'horizon et que ses finances nagent dans le rouge. Le déficit atteint actuellement 14 milliards et pourrait facilement grimper à 20 milliards l'an prochain. Au revoir, les promesses de réduction de taxes ou de réinvestissement massif dans les services et les infrastructures. Et bonjour les compressions dans les 28 ministères qui ne sont ni l'Éducation ni la Santé. Travail, transport, recherche, tourisme, développement économique, affaires francophones, affaires autochtones, tous ces secteurs pourraient subir une cure minceur, écrit Hepburn. «Les experts s'accordent pour dire qu'il n'y a pas de remède au déficit qui ne comporte pas de hausses de taxes ou de sévères réductions de dépenses.» Et personne n'a préparé le public aux choix difficiles qui viendront.

Tous ces scrutins provinciaux ont aussi relancé le débat sur notre système électoral. Après tout, le Manitobain Greg Selinger a arraché 37 des 57 sièges avec 45,8 % des voix, seulement 1,6 % de plus que les conservateurs qui n'ont eu droit qu'à 19 sièges, relève Frances Russell, du *Winnipeg Free Press*. Le PC a accru ses appuis de près de 7 % sans récolter un siège de plus. Selon elle, voilà l'effet «de notre système électoral désuet, trompeur et inéquitable, un

système qui aurait dû depuis longtemps être jeté aux ordures». Le Manitoba n'est pas une exception. Au fédéral, les conservateurs règnent en maîtres avec à peine plus de 39 % des voix. Russell estime que le mode de scrutin uninominal à un tour n'est pas démocratique et que les distorsions qu'il entraîne dans la représentation populaire contribuent à la perte de légitimité du système, ce qui mène à une baisse de la participation qui conduit à son tour à une chute supplémentaire de légitimité, et ainsi de suite. Selon elle, il ne fait pas de doute que le système doit être réformé pour y introduire un élément de proportionnel. Il faudrait peut-être aussi imiter l'Australie et rendre le vote obligatoire, ajoute-t-elle. «L'injustice électorale génère le cynisme, le mépris et, finalement, la colère», conclut-elle.

À bien y penser
Et pour conclure, une petite réflexion de l'économiste Jim Stanford, des Travailleurs unis de l'auto, qui sévit régulièrement dans les pages du *Globe and Mail*. Comme il le dit si bien, ce n'est pas la Grèce que les Européens tentent de renflouer, mais les banques qui ont prêté à ce pays et aux pays de l'Union qui sont en difficulté financière. C'est la confiance des investisseurs dans les obligations et les banques européennes qu'on veut rétablir, des banques qui ont imposé ces prêts à forts taux d'intérêt qui ruinent les coffres publics et aggravent la récession. Stanford se demande pourquoi on ne remplace pas plutôt ce crédit privé par un autre contrôlé par une sorte de système bancaire public. Après tout, c'est le secteur public qui finance ce sauvetage à travers la socialisation des dettes.

Et pour conclure

Et pour conclure, une petite réflexion de l'économiste Jim Stanford, des Travailleurs unis de l'auto, qui sévit régulièrement dans les pages du *Globe and Mail*. Comme il le dit si bien, ce n'est pas la Grèce que les Européens tentent de renflouer, mais les banques qui ont prêté à ce pays et aux pays de l'Union qui sont en difficulté financière. C'est la confiance des investisseurs dans les obligations et les banques européennes qu'on veut rétablir, des banques qui ont imposé ces prêts à forts taux d'intérêt qui ruinent les coffres publics et aggravent la récession. Stanford se demande pourquoi on ne remplace pas plutôt ce crédit privé par un autre contrôlé par une sorte de système bancaire public. Après tout, c'est le secteur public qui finance ce sauvetage à travers la socialisation des dettes.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES



ARCHIVES REUTERS

La fréquence des actes de violence ne fait qu'augmenter en Afghanistan. Ci-dessus: un attentat terroriste à Kaboul en 2009.

Dix ans de guerre en Afghanistan

La catastrophe continue

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Professeur de science politique à l'UQAM et auteur de *L'armée canadienne n'est pas l'Armée du Salut* (Lux, 2010) et de *L'éthique du vampire. De la guerre d'Afghanistan et quelques horreurs du temps présent* (Lux, 2007)

Le 8 octobre 2001, voilà 10 ans, le premier ministre Jean Chrétien lançait l'opération Apollo, par laquelle 2000 militaires canadiens prenaient part à la guerre que les États-Unis déclenchaient contre l'Afghanistan. La décision de s'en prendre à l'Afghanistan avait été prise par la Maison-Blanche à peine 48 heures après l'attaque aérienne du 11-Septembre. C'est dire à quel point cette opération militaire n'avait pas été planifiée, ni ses effets pris en considération.

Il aura fallu moins d'un mois, du 11 septembre au 7 octobre, pour mobiliser une alliance à coup de slogans: «*Nous sommes tous Américains*»; «*Ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous*», etc. Le discours de Jean Chrétien du 7 octobre 2001, prononcé pour annoncer l'engagement du Canada dans cette «*guerre contre le terrorisme*», représente un bel exercice de propagande. En référence à l'attaque aérienne du 11-Septembre, le premier ministre a déclaré, en ouverture, qu'«*il s'agissait d'un meurtre prémédité d'une ampleur sans précédent*» (Ah bon? Hiroshima ne serait donc qu'une légende...) et «*pour lequel il n'existe aucune justification ou explication*».

Bref, nous étions face à l'irrationalité pure. Un professeur de l'Université Laval expliquera même que l'homme capable d'un tel acte n'est qu'«*un rat à distinguer des autres espèces*». Voilà donc qu'on affirmait que l'extermination était la seule mesure qui s'imposait. Ottawa était bien fier de s'aligner sur la Maison-Blanche, à en croire Jean Chrétien: «*À l'instant même des attaques [du 11-Septembre], j'ai été en communication constante avec le président Bush, qui a été un symbole de courage, de détermination et de sagesse pour l'ensemble du monde. Je lui ai dit que le Canada serait côte à côte avec lui et le peuple américain. [...] Je ne peux pas promettre que la campagne contre le terrorisme sera facile. Mais je peux vous promettre qu'elle sera gagnée!*»

10 ans plus tard

Depuis, officiers supérieurs, diplomates et même le premier ministre Stephen Harper l'ont reconnu: «*Nous n'allons pas gagner cette guerre*», pour citer le général britannique Carleton-Smith. Quand les talibans parviennent à tuer le représentant du président afghan chargé de négocier la paix avec les talibans, comme ils l'ont fait il y a quelques jours, il faut bien admettre que la possibilité d'en arriver à une paix négociée semble pour le moins illusoire...

Au Canada même, la propagande militariste en faveur de la guerre sait maintenant se faire plus discrète. On se contente d'honorer l'armée qui redevient «*royale*», sans trop évoquer l'Afghanistan. Il faut dire que la propagande de guerre n'a finalement jamais fonctionné, malgré l'embauche d'une firme de consultation en marketing (Strategic Counsel) et la mobilisation de politiciens, d'officiers et de simples soldats, d'éditorialistes et de nombreux universitaires qui nous ont vanté cette guerre pendant sept ou huit ans, tout en cassant du sucre sur le dos des pacifistes et antimilitaristes taxés d'«*idéologie*», ou même accusés d'être des



ARCHIVES REUTERS

Scène de la vie quotidienne près de la frontière avec le Pakistan.

alliés objectifs des talibans. Malgré ces efforts, l'opinion publique est restée sceptique, avec un taux stable au Québec de 70 % d'opposition à cette guerre.

La dernière campagne antimilitariste menée par la Fédération des femmes du Québec (FFQ) à l'occasion de la Marche mondiale des femmes (MMF), à l'automne 2010, a tout de même été l'occasion d'une contre-attaque contre ces féministes accusées de ne pas respecter les soldats ni les mères de soldats, et de mal représenter les femmes et le féminisme. La propagande de Condition féminine Canada ne s'attire pas autant de critiques avec le thème «*Les femmes dans les forces militaires canadiennes: un passé glorieux*», pour célébrer le Mois de l'histoire des femmes, en octobre.

Que les femmes canadiennes puissent faire une carrière militaire, tant mieux pour elles. Mais la décision de Condition féminine de miser sur la promotion des femmes militaires apparaît surtout comme une collaboration à la propagande militariste que pratique le gouvernement conservateur. Or personne ne s'offusque du choix de Condition féminine Canada, qui ne me semble pas représenter la tradition du féminisme occidental, un mouvement qui s'est mobilisé depuis plus d'un siècle contre la guerre et ses conséquences désastreuses pour les femmes (virilisme et machisme exacerbés, violences sexuelles contre les femmes, etc.).

En fait, la guerre ne provoque plus de passions au pays, et le mouvement pacifiste ou antimilitariste est plutôt démobilisé depuis la promesse mensongère faite par Stephen Harper il y a quelques années de retirer les Forces canadiennes de l'Afghanistan en 2011. La fin de la guerre (pour le Canada) étant annoncée, inutile de continuer à se mobiliser. Du coup, il n'y a presque pas eu de réactions lorsque Stephen Harper est finalement revenu sur sa parole, annonçant que les soldats allaient rester au moins jusqu'en 2014 pour former policiers et militaires afghans.

Pendant ce temps, en Afghanistan

Dix ans plus tard, la présence des troupes canadiennes a sans doute permis la reconstruction de quelques écoles, le nettoyage de caniveaux, la réparation d'un barrage et l'émancipation (sur papier) des femmes afghanes — prétendre se préoccuper des femmes afghanes n'a pas été incompatible pour les États-Unis avec le versement de dizaines de milliards de dollars en aide militaire à l'Arabie saoudite, un pays considéré par les tali-

bans comme un modèle à imiter en matière de lois contre les femmes. Mais l'Afghanistan est toujours en guerre, et tous ces gains sont de ce simple fait annulés par cette catastrophe humaine.

Une dépêche annonçait il y a quelques jours que, selon un rapport de l'ONU, le nombre d'«*incidents de sécurité*» avait augmenté de 40 % en 2011 en comparaison à l'année précédente. Pendant les sept premiers mois de cette année, 130 000 Afghanes et Afghans avaient dû fuir leur logement en raison des combats, soit bien plus qu'en 2010. Le nombre de victimes civiles n'a jamais été aussi élevé. Or, pouvoir voter ou aller à l'école ne sert à rien si vous devez fuir sur des routes incertaines pour rejoindre un camp de réfugiés ou si vous êtes mort...

Au total, cette guerre aurait maintenant provoqué la mort de 35 000 personnes, selon des estimations modérées, sans compter les blessés, les personnes déplacées, les prisonniers, la torture, un problème auquel l'armée canadienne est liée même si elle refuse de le reconnaître. Tout cela sans mentionner le débordement du conflit au Pakistan. Et ce n'est pas terminé...

Une catastrophe

Le premier mensonge de la propagande de guerre, c'est d'avoir prétendu que la guerre était menée pour le bien du peuple qui la subit. L'Afghanistan est en guerre depuis 1978, alors que des forces rebelles se sont coalisées contre un régime marxiste-léniniste qui avait voté des lois émancipant les femmes, rendant l'éducation obligatoire pour les deux sexes et redistribuant les terres aux petits paysans. Mais de cela, nous n'avons rien à cirer en Occident, pendant la guerre froide: il fallait surtout empêcher ce pays de bergers de tomber sous le contrôle des barbares soviétiques. Pendant 10 ans, les États-Unis ont armé l'insurrection, avec l'aide de l'Arabie saoudite (eh oui...) et d'Oussama ben Laden (eh oui...). Un peuple de bergers a vaincu l'Armée rouge; fort de cette expérience, il est fort de cette certitude qu'il l'emportera de nouveau sur l'Occident.

Cette guerre est une catastrophe. Que nous y soyons résignés parce qu'elle est si lointaine et parce que nous pensons qu'elle ne nous affecte pas, oubliant la crise économique provoquée en partie par des investissements militaires massifs, voilà une autre catastrophe. Chaque soir nous nous couchons, chaque matin nous nous levons en oubliant que nous sommes en guerre, et cela depuis maintenant dix ans. Pour combien de temps, encore?

Quel avenir?



DENISE BOMBARDIER

L'avenir du français, bien sûr. Au Québec, évidemment. À Québec, de toute évidence. Le prochain Festival d'été de Québec (FEQ) consentira-t-il à inviter davantage d'artistes de langue française que lors du dernier Festival, qui n'a programmé que quatre soirs sur onze pour les francophones? Peu probable, selon Luci Tremblay, la responsable des communications du Festival, qui estime que le débat est clos.

En effet, la programmation du Festival est établie en fonction des jeunes qui aujourd'hui écoutent très majoritairement des groupes et des chanteurs anglophones. Nous sommes désormais dans la culture de l'offre et de la demande. Où est donc le problème? Au nom de quel principe viendrait-on imposer le français, langue dépassée et du passé, aux forces vives, donc jeunes, de la société de demain? Nous avons évolué du rêve collectif au pragmatisme juvénile. La seule façon de remplir les plaines d'Abraham, ce lieu du début de ce que nous sommes en train de devenir, c'est-à-dire l'ombre de nous-mêmes, c'est d'offrir au public à la pyramide d'âge inversée ce qui lui plaît, ce qui le comble, l'excite et l'émeut. En musique, cela s'écrit en anglais.

Il faudra bien reconnaître que les résistances culturelles des vieux de la Révolution tranquille ne se perpétuent pas à travers les jeunes de la mondialisation culturelle. Pire, dans l'esprit de plusieurs, le combat est d'arrière-garde, obsolète, anachronique. Mais alors, qui pourra nous expliquer comment les générations futures conserveront la langue pour laquelle tant de Canadiens français se sont battus afin d'assurer qu'elle survive? L'argument des autorités du FEQ s'appliquera demain au cinéma, au théâtre, à la littérature. Pourquoi ne pas écrire directement en anglais avec l'assurance d'être publié dans un monde de centaines de millions d'anglophones? Car n'oublions pas que la littérature en traduction a été réduite comme une peau de chagrin. Les films étrangers, sauf exception, rejoignent des publics cultivés, donc restreints. Pourquoi nos cinéastes de talent continueraient-ils à être les victimes de leurs convictions identitaires?

Nous avons fêté cette semaine le cinquantième anniversaire de la création de la Délégation générale du Québec à Paris, seule délégation québécoise au monde à avoir, grâce à Charles de Gaulle, les attributs d'une ambassade. Deux hommes au Québec ont compris la nécessité absolue d'assurer des liens étroits avec ce que l'on appelle à l'époque la mère patrie. Georges-Émile Lapalme et Paul Guérin-Lajoie furent des visionnaires et ils commandent l'admiration de tous. Ce dernier, ainsi qu'Odette Lapalme, fille du premier des ministres de la Culture du Québec, étaient présents mercredi au dîner du premier ministre français commémorant l'événement. Or, une partie des Québécois est aujourd'hui indifférente à cette réalité alors qu'une autre considère les liens avec la France comme une vieilleries à ranger au musée du nationalisme exacerbé d'hier. Les mondialistes sans frontières de même que les tenants radicaux de notre américanité considèrent comme folklorique d'entretenir des relations étroites avec la France, encore à ce jour pays de nos ancêtres et référence obligée de notre langue. Heureusement, cela n'est pas le cas du premier ministre Charest, qui s'est assuré depuis son premier mandat de maintenir ses liens et de les faire évoluer, quoi qu'il en pense ses détracteurs qui refusent de lui accorder quelque crédit que ce soit.

Méfions-nous de ceux qui tonitruent sur notre identité de citoyens du monde, de Nord-Américains surtout, et qui veulent nous couper de la France, devenue une puissance moyenne, certes, mais habitée par 60 millions de personnes qui parlent la même langue. Les références culturelles françaises ne nous sont pas étrangères. Nous revendiquons aussi Descartes, Voltaire et Flaubert. Il n'y a pas un pays au monde, à part la France, où l'on trouve un tel capital d'affection pour les Québécois. Le Québec laisse indifférents les Américains, les Anglais, les Russes, les Chinois, sauf pour le commerce. Toute tentative de nous couper de la France est une façon de nous détacher de nous-mêmes, de notre histoire, des sources de notre identité culturelle.

Le réflexe antifrançais que l'on retrouve encore chez nous, même parmi les jeunes, ressemble à s'y méprendre à une forme de mépris de nous-mêmes. On ne parle pas ici d'une obligation à aimer la France, son gouvernement, ses institutions et ses défauts d'aujourd'hui, mais à ne pas la considérer comme étrangère à ce que nous sommes devenus et à ce que nous avons été.

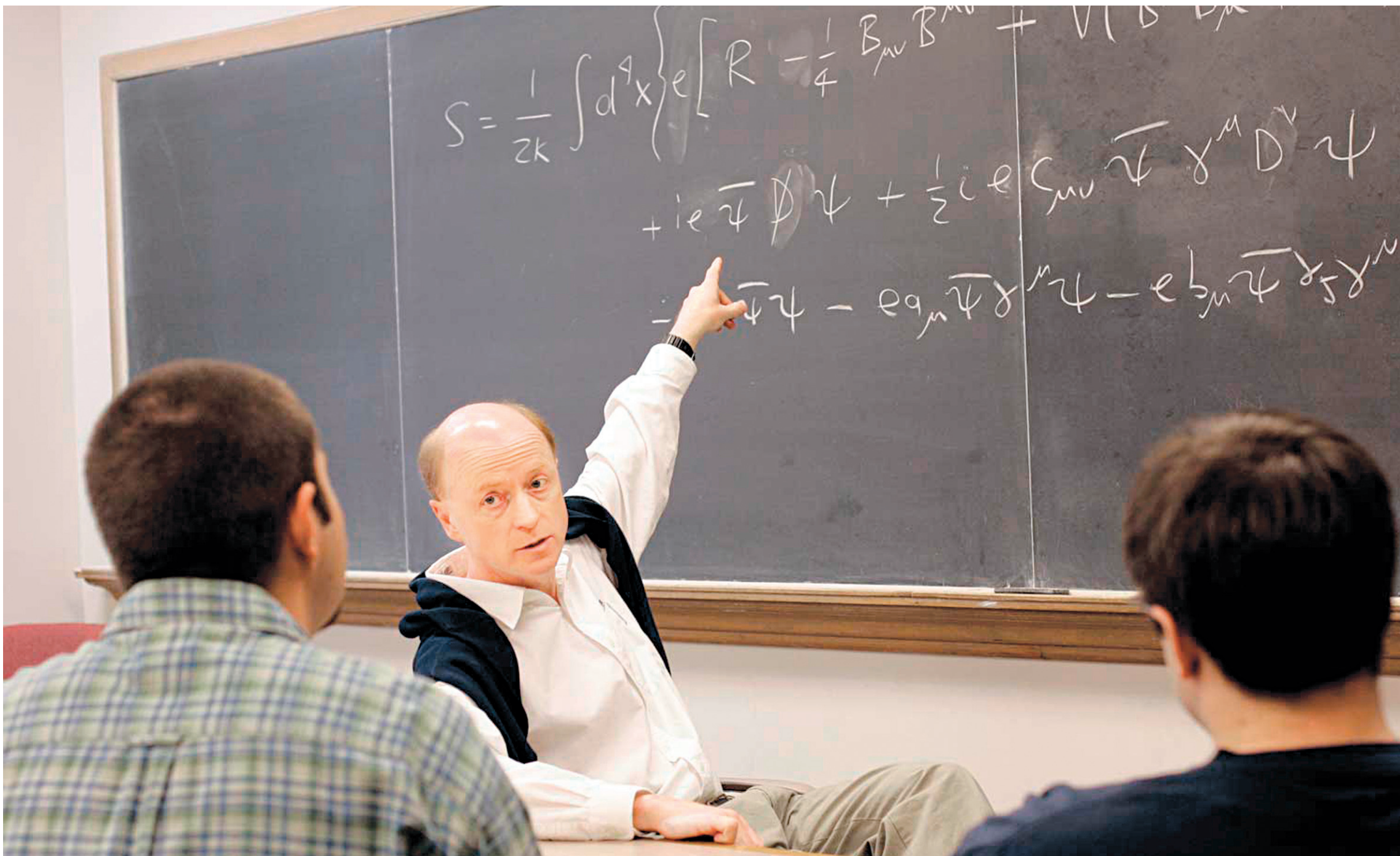
Le français n'est pas la langue de demain qui, soit dit en passant, ne sera peut-être plus l'anglais, mais le chinois ou le hindi, mais c'est notre langue. On peut évidemment décider de l'abandonner. Sans douleur mais non sans reniement de soi-même. À la malmener comme on le fait au quotidien, en ricanant devant ceux qui s'efforcent de la bien parler et en se comportant avec une insolence irresponsable à son égard, illustré par les responsables du FEQ. Les lendemains ne chanteront, hélas, qu'en anglais.

A vrai dire, l'attitude du FEQ qui veut prouver que le *business*, l'*efficiency* et le *know how* pour attirer les foules, donc le tourisme, sont démenagés de Montréal vers Québec démontre la tentation déculurante d'une société qui baisse les bras et entre de plain-pied dans le fatalisme de la nouvelle modernité sans frontières et sans repères. Une société allégée du poids de son histoire et de sa mémoire. Vers quel paysage culturel doit-on, alors, tourner notre regard pour y retrouver la justification de ce que l'on désigne du nom de société distinct?

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Desjardins (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Bloux Souchy et Amélie Daoust-Boisvert (santé); information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters); information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Émilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Gagneau (caricaturiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet); Marie-Pier Frappier et Genevieve Tremblay (commis internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Karl Retino-Parazelli et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhéret (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ: Jean de Billy, Jennifer Bédard, Frédéric Bédard, Marlene Côté, Stéphanie Desjardins, Amel Elhannan, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sobai (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filon, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Maxim-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filon, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

SCIENCES



SOURCE UNIVERSITÉ DE L'INDIANA

Le physicien Alan Kostelecky avait publié il y a 26 ans un article dans lequel il formulait l'hypothèse que les neutrinos pouvaient voyager plus vite que la lumière. Le professeur se réjouit de ces nouvelles observations qui donnent du poids à sa théorie, qui se veut une extension du modèle standard.

Vraiment plus vite que la lumière ?

Depuis que la nouvelle est tombée, des centaines de physiciens du monde entier y vont de leur hypothèse pour expliquer cette observation qui ébranle les fondements de la physique. La plupart sont sceptiques et croient à une erreur, d'autres, moins nombreux, y voient la consécration de leur théorie iconoclaste... si bien sûr l'effet observé se confirme dans de nouvelles expériences.

PAULINE GRAVEL

Depuis le 22 septembre dernier, le physicien Alan Kostelecky de l'Université de l'Indiana se réjouit probablement un peu plus que les autres physiciens du monde. Car il y a 26 ans, il publiait avec deux collègues un article scientifique intitulé «*The neutrino as a tachyon*», le tachyon étant une particule hypothétique voyageant à une vitesse supérieure à celle de la lumière. «*À l'époque où nous avons formulé cette hypothèse, nous n'avions pas encore la motivation de joindre les théories de la relativité générale et de la mécanique quantique*», raconte en entrevue le professeur Kostelecky, qui depuis de nombreuses années cherche à unifier ces deux théories jusqu'ici irréconciliables dans l'espoir d'en arriver à une «*théorie du tout*» qui décrirait l'Univers dans toutes ses dimensions. Pour y arriver, il a élaboré une hypothèse qui se veut une «*extension du modèle standard*», puisqu'elle se fonde sur le modèle standard (ou mécanique quantique), auquel on ajoute la relativité générale, accompagnée toutefois de petites corrections témoignant d'irrégularités ou de distorsions de l'espace-temps. Sa théorie laisse penser qu'il existerait peut-être «*une direction imperceptiblement privilégiée dans l'Univers, le long de laquelle la vitesse de la lumière, des neutrinos, voire des autres particules élémentaires serait légèrement différente*».

Selon Kostelecky, si les neutrinos voyagent en effet plus vite que la lumière, les calculs d'Einstein ne seront pas mis à la poubelle pour autant. «*Ils nous obligeront simplement à ajouter de petites corrections qui nous permettraient de comprendre un peu mieux comment joindre les deux théories*», nous confiait-il dans une entrevue antérieure au 22 septembre dernier.

«*Avec les observations effectuées par l'équipe d'OPERA, les physiciens seront désormais obligés de prendre mes calculs très au sérieux*», affirme le physicien théoricien, qui a été beaucoup sollicité ces derniers jours.

Alan Kostelecky s'avoue toutefois surpris que la différence entre la vitesse atteinte par les neutrinos (300 006 km/s) et celle de la lumière (300 000 km/s) soit aussi grande. «*Une différence de 6 km/s est vraiment trop élevée, j'aurais cru qu'on aurait trouvé une différence de 6 mètres par seconde, voire moins. Il faudra y réfléchir...*», dit-il.

Le chercheur reste néanmoins sur ses gardes. «*C'est une observation extraordinaire qui exige une preuve extraordinaire. Pour la plupart des scientifiques, et pour moi, ces résultats ne convaincront que s'ils sont reproduits par une ou deux autres expériences indépendantes*», déclare-t-il

tout en soulignant que l'équipe OPERA a effectué cette expérience avec beaucoup de soin, ce qui la rend très convaincante à son avis.

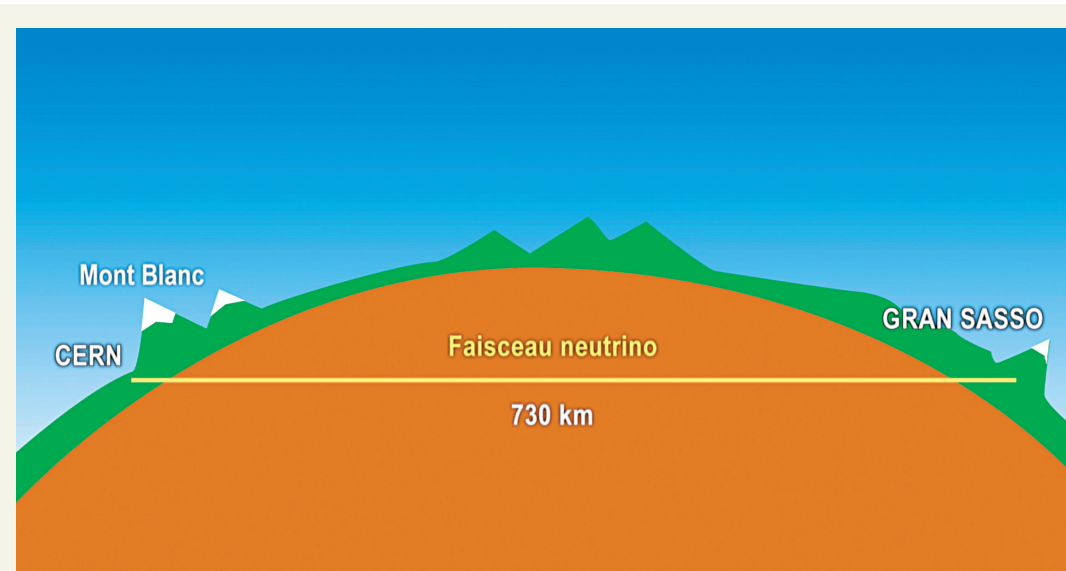
Scepticisme

La plupart des physiciens sont toutefois sceptiques et croient plutôt à une erreur systématique, à une imprécision dans les mesures, voire à une incompréhension d'un élément qui nous échappe encore. Le professeur François Corribeau de l'Université McGill a plutôt l'impression d'un «*effet du détecteur ou d'une petite erreur systématique* [...]

même si le groupe travaille très bien et a fait toutes les vérifications qui s'imposaient».

Paul Taras, professeur émérite au Département de physique de l'Université de Montréal, est persuadé que l'effet observé disparaîtra lors des prochaines expériences. «*C'est une mesure très complexe qui est entachée de certaines incertitudes qui ne sont probablement pas comprises pour l'instant. Ce n'est pas une erreur, mais avec nos connaissances actuelles, c'est l'interprétation qu'on peut donner aux résultats obtenus, affirme-t-il. Quand les gens commenceront à essayer de reproduire l'expérience, ils comprendront mieux toutes ces incertitudes sur les mesures de distance et de temps, et alors l'effet disparaîtra.*»

Paul Taras fait remarquer que «*toutes les particules qui sont accélérées au CERN le sont par paquets. La position des particules dans ces paquets est un peu aléatoire. Il est donc très difficile de déterminer où se trouvent ces neutrinos à chaque instant*», souligne M. Taras.



CNRS PHOTOTHÈQUE - JEAN-MARC FADAY

L'expérience

Dans le cadre de l'expérience internationale OPERA, l'équipe de chercheurs menée par le physicien Dario Autiero, du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) en France, a observé que des neutrinos produits par les accélérateurs du CERN à Genève arrivaient dans le laboratoire souterrain de Gran Sasso en Italie — situé 730 kilomètres plus loin — 60 nanosecondes plus tôt que prévu.

D'après les calculs maintes fois vérifiés, les 15 000 neutrinos détectés à Gran Sasso mettaient 60 nanosecondes de moins que la lumière à parcourir cette distance de 730 kilomètres, que la lumière franchissait en 2,4 millisecondes. En d'autres termes, les neutrinos avaient une avance de 20 mètres sur la lumière à leur arrivée. Or, dans sa théorie de la relativité restreinte énoncée en 1905, Einstein démontrait que la vitesse de la lumière était une limite infranchissable. Il s'agit donc de la toute première observation expérimentale d'une particule qui se déplace plus rapidement que la lumière.

Les neutrinos sont des particules élémentaires neutres qui interagissent très faiblement avec la matière, ce qui leur permet de traverser la croûte terrestre et notre corps sans être interceptés. Les neutrinos sont les particules les plus abondantes de l'Univers. À chaque seconde, chaque centimètre de notre corps est traversé par 70 milliards de neutrinos.

P. G.

Guy Moore, du Département de physique de l'Université McGill, abonde dans ce sens et précise que les neutrinos sont produits par paquets et que chaque salve dure 10 microsecondes. Des faisceaux de protons sont accélérés en direction d'une cible. Lorsqu'ils la frappent, ils se décomposent en pions, qui à leur tour se séparent en muons et en neutrinos. Ce n'est que plusieurs millisecondes plus tard qu'un autre faisceau de protons est lancé et percute la cible. Mais comme les neutrinos interagissent très faiblement avec la matière, très peu sont interceptés par le détecteur du laboratoire de Gran Sasso, en Italie. «*Quand ils en détectent un, ils ne savent pas de quelle salve il provient. Mais comme ils ont détecté un total de 16 000 neutrinos, ils font des statistiques et déterminent des valeurs moyennes. Ils trouvent le temps moyen où le proton se décompose et le temps moyen auquel le neutrino arrive au laboratoire de Gran Sasso, soit environ 2,5 millisecondes plus tard, croyaient-ils. Or ils ont observé que cette moyenne était décalée de 60 nanosecondes, précise Guy Moore. Ils n'ont donc pas mesuré précisément le moment exact où les neutrinos ont été produits, prenant comme point de départ le moment où les protons frappent la cible. Mais on ne sait pas combien de neutrinos sont produits lors de chaque collision. Il y a donc là la possibilité d'une erreur ou d'une mauvaise interprétation des résultats expérimentaux.*»

Guy Moore concède que les expériences ont été réalisées avec une très grande précision d'un milliardième de seconde pour le temps et de 20 centimètres sur la distance de 730 kilomètres.

Mais pour lui, il demeure extrêmement difficile de croire aux résultats de cette expérience compte tenu du fait que la relativité restreinte d'Einstein qui a été très bien testée a été élaborée avec cette limite qu'est la vitesse de la lumière. «*Or nous avons besoin de cette théorie pour concevoir les GPS qui ont servi à mesurer les différentes positions des particules au cours de l'expérience. Cette expérience implique donc que la relativité restreinte est juste*», fait remarquer le physicien.

De plus, il rappelle que les neutrinos émis par la supernova (l'explosion d'une étoile) survenue à proximité de la Terre en 1987 et qui avaient été interceptés par les trois détecteurs, dont on disposait sur la Terre, n'avaient pas dépassé la vitesse de la lumière.

Pour Guy Moore, seul le niveau d'énergie des neutrinos pourrait peut-être influencer la vitesse des neutrinos. «*Les neutrinos qui nous sont parvenus de la supernova étaient de moindre énergie (20 méga-électrons-volts) que ceux qui ont été produits au CERN lors de l'expérience OPERA (20 giga-électrons-volts), qui sont 1000 fois plus énergétiques. Peut-être que les neutrinos de basse énergie voyagent à la vitesse de la lumière tandis que les neutrinos de haute énergie se déplacent encore plus vite*», lance-t-il.

Mais tout cela n'est que suppositions, chacun y allant de son explication. Près de 200 commentaires ont déjà été publiés sur la question depuis le 22 septembre.